

Des compétences communicatives comme stratégies méthodologiques et culturelles dans la maîtrise des langues étrangères

Joseph Sedrati

Centre d'études en Didactique Comparée des langues et des cultures

Université Jean Monnet, Saint-Etienne, France

Il nous semble important de bien préciser ce que l'on a en vue lorsque l'on évoque l'idée de Russie ouverte ou d'éducation ouverte. Notre analyse se situe sur un plan pluridisciplinaire qui comprend l'aspect politique, l'aspect social, l'aspect didactologique ainsi que la politique linguistique et culturelle extérieure des Etats. Notre point de vue sera donc à la fois critique sur le plan scientifique et polémique sur le plan politique. Notre réflexion se fonde sur la fréquentation ancienne que nous avons de la Russie et tout particulièrement sur les dix dernières années passées en Sibérie occidentale.

Aspect politique

La Russie est un pays qui pèse dans le monde. Nonobstant les regrets qui ne manquent jamais de se faire jour lorsqu'on évoque la grandeur passée, la Russie demeure une des grandes nations de la planète. Autre chose est de savoir si la Russie a perdu la guerre froide, ou si celle-ci se poursuit par d'autres voies ou les mêmes mais selon un schéma et des modalités différents.(1).

Les Etats-Unis d'Amérique, nation jeune et en pleine expansion, ne dominent pas le monde, tout au plus occupent-ils la scène médiatique mondiale par une forte présence dans les industries et les réseaux d'information, de communication ou de culture de masse, ainsi que par une influence permanente, y compris militaire, sur les événements du monde susceptibles de gêner leur expansion économique.

L'histoire pèse souvent plus dans la conscience des contemporains que sur le cours du temps lui-même. La notion de pays ouvert ou de pays fermé n'est pas nouvelle dans l'histoire mais elle a pris au vingtième siècle le sens restreint de pays qui limite ou non les entrées et sorties sur son territoire (des hommes, des produits, des capitaux, des idées...) et ce pour des raisons idéologiques.

Si l'on mesure l'ouverture d'un pays à l'aune de la notion ambiguë de *démocratie*, (2) en réalité un concept idéologique à forte puissance énergétique, aujourd'hui étroitement lié au libéralisme économique, politique et éthique, prônée par les Etats-Unis d'Amérique, l'ouverture est considérée comme un bien de la plus haute importance. Parler de *Russie ouverte*, c'est placer la Russie sur la pente la plus ascendante ou à un niveau supérieur parmi les autres *états influents* du monde. C'est reconnaître à la Russie une position de premier plan en dehors de toute confrontation.

Si l'on mesure l'ouverture d'un pays à l'aune de la notion tout aussi ambiguë de *terrorisme*, nouveau concept idéologique proposé par les Etats-Unis en matière de

politique étrangère et qui acquiert dans les médias et les discours politiques actuels une valeur énergétique négative de puissance égale à celle du terme *démocratie*, l'ouverture est un danger pour la sauvegarde et la sécurité des Etats. De ce point de vue une enquête récente publiée par un organisme international place la Corée du Nord à la première place des pays protégés contre le terrorisme.

Ainsi selon ce que l'on cherche à mettre en oeuvre sur le plan idéologique, la signification et la valeur que l'on attache à l'idée d'ouverture d'un pays peut être fort différente, de même que le résultat obtenu.

Cela étant dit, attachons-nous à la valeur dominante qui pose qu'un pays ouvert est un pays moderne, en croissance et attractif. De ce point de vue, la Russie soviétique n'avait que des défauts, et les problèmes de la Russie post-soviétique seraient dus en grande partie à l'héritage et aux erreurs du régime communiste. Plus la Russie sera ouverte, et mieux elle pourra gérer ce passif et progresser vers l'avenir radieux que les démocraties modernes, en premier lieu l'américaine, ont tracé pour l'humanité en deux siècles. Cette vision figure dans le discours de politique étrangère, aux accents messianiques bien dans la tradition protestante, prononcé par le président américain, Georges Bush, dans le document présentant la nouvelle politique étrangère des Etats-Unis, et datant de septembre 2002.(3)

L'ouverture a donc un sens très précis à la fois politique, idéologique et surtout économique. La Russie a-t-elle pris la direction de l'ouverture ? Nombreux sont les observateurs et les chercheurs qui pensent qu'elle a vraiment pris ce tournant avec la destruction du mur de Berlin en 1989.

Une conséquence majeure de l'ouverture politique après la réunification allemande a été l'ouverture-éclatement de l'URSS en autant d'Etats souverains. Depuis 1991, le chemin politique parcouru est connu.

D'un côté la création de l'Union des Etats Indépendants, puis les projets d'intégration entre certains de ces Etats, et la signature, le 19 octobre 2003 à Yalta, du marché commun entre la Russie, l'Ukraine, le Belarus et le Kazakhstan.

D'un autre côté, c'est un partenariat stratégique avec les Etats-Unis d'Amérique qui a pris différentes formes au cours de la période post-soviétique mais qui ne s'est jamais démenti, et le rapprochement entre l'Union Européenne et la Russie, avec à terme l'entrée de la Russie dans l'Union, et la création d'un grand marché économique européen de Lisbonne à Vladivostok (4), comprenant Istanbul, Kiev et Alma-Aty. De l'océan Atlantique à l'océan Pacifique, un espace économique *européen* unique sur l'ensemble d'un continent, dont les frontières sud, celles de l'Asie et de l'Orient, seraient définies non par l'appartenance géographique mais par l'appartenance culturelle.

La Russie s'est donc ouverte à son passé, à ses proches voisins, à son ancien adversaire, à ses voisins d'Europe. De plus, la Russie mène depuis l'an 2000, **une politique d'ouverture** très active avec les Etats d'Asie, aux premiers rangs desquels, la Chine, l'Inde, les Philippines, la Malaisie et le Japon. Ce rapide aperçu permet de voir que la fermeture de la Russie aux pays non socialistes est aujourd'hui remplacée par une ouverture **tous azimuts pour défendre la position de la Russie dans le concert mondial.**

Aspect social

Qu'en est-il sur le plan social ? La Russie est-elle devenue une société plus ouverte sur le plan social, et **les bienfaits escomptés de l'ouverture politique se sont-ils fait sentir sur le plan social** ? Aux dires du Président Poutine, pas encore, mais la voie en est prise. Lors du sommet de Yalta, créant un marché économique unique au sein

de la CEI, le Président russe, rappelant la signature du traité de Rome entre six pays européens en 1953, s'est exclamé : « Nous aussi nous voulons vivre dans un espace où le niveau de confort soit comparable à ceux des pays de l'Union Européenne ». La création d'un espace économique de libre-échange dans la CEI, inspiré de celui de l'Union Européenne, a donc pour but de créer l'ouverture sociale et le bien-être matériel qui en découle pour les populations des Etats contractants » (5).

Le même jour, le premier Ministre russe Mikhaïl Kassianov, dans un discours à la Douma d'Etat, où il présentait le budget 2004, a plaidé la cause des classes moyennes, nécessaires au développement économique du pays tout entier, accréditant la philosophie politique étatsunienne selon laquelle seul le libéralisme économique peut garantir un haut niveau de confort et de liberté dans une nation moderne, et donc son degré effectif d'ouverture (6). Jean Baechler, professeur de sociologie historique à la Sorbonne, défend cette thèse dans un ouvrage publié en 1993, dans lequel il analyse la grande parenthèse de l'histoire que constitue selon lui au vingtième siècle, la prise du pouvoir par le parti dirigé par Lénine en Russie (7).

L'ensemble de la société russe est à nouveau bouleversé dans son aspect social, par ce nouveau revirement de la structuration sociale du pays. La révolution de 1917 avait pour objectif la liquidation de la classe bourgeoise et de l'appareil d'Etat tsariste basé sur l'aristocratie et une administration au service de la personne de l'Empereur. Système social fermé et ouvert en même temps puisque l'administration et l'aristocratie restaient accessibles au vu des mérites révélés et des services rendus à la cause de l'Etat. La liquidation en Russie de la classe dirigeante et de la classe moyenne au profit d'une seule classe issue du salariat et de la paysannerie a donc vécu. Le Parti, c'est-à-dire ses cadres, chargés de réaliser la dictature du prolétariat, puis de diriger l'Etat, après l'abandon de ladite dictature, assument depuis la liquidation du Parti en 1991, la charge de restaurer une société diversifiée, avec des riches et des pauvres, et une classe moyenne chargée de porter l'essentiel de la charge du financement des politiques de l'Etat. Les dirigeants du Parti chargés de la liquidation de la société soviétique et ceux qui s'y opposent sont issus de la même structure dirigeante de l'ex-URSS, le Parti et ses différentes structures et organisations au sein de l'Etat.

L'abolition des classes sociales, considérée comme une ouverture à l'époque soviétique, est aujourd'hui remplacée par la constitution d'une structure sociale fortement inégalitaire, qui est considérée comme un modèle d'ouverture sociale. La différenciation sociale, autrefois fustigée, est aujourd'hui portée aux nues comme l'expression normale, politique et sociale, d'une société de liberté, ouverte et riche des différences données par la naissance, la nature, les *relations* ou la grâce divine. **Le niveau de revenus lié à l'activité exercée, elle-même dépendant du réseau de relations, et la propriété privée sont redevus les éléments de classification sociale en lieu et place de la profession et de l'appartenance au Parti et du rang occupé dans le Parti.**

L'ouverture sociale signifie donc pour la population russe aujourd'hui la mobilisation pour accéder à une activité lucrative par leurs propres moyens ou au sein d'une société de production. L'ouverture signifie aujourd'hui la concurrence effrénée des individus dans la sphère professionnelle, et le retour à *la distinction* par le mérite personnel. C'est le credo libéral de la méritocratie américaine, qui fonde la *ploutocratie* appelée en Russie *oligarchie* pour des raisons de connotation sémantique et non pas politique (8).

La démocratie n'est historiquement ni l'expression ni la réalisation du pouvoir du peuple, mais le pouvoir issu du peuple aux mains des élites. On trouve cette thèse chez Baechler et chez Irène Arnold, professeur à l'Université Herzen de Saint-Petersbourg (9). La réalité sociale observée de nos jours montre une société russe divisée en trois grandes catégories économiques : une élite ploutocratique englobant environ 5% de la population, à l'inverse 25% de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté, et entre ces deux classes sociales, 30% de gens pauvres et 40% de la population constituant

la classe moyenne, dont le premier ministre Khassianov, rappelle la nécessité dans toute société développée et démocratique (10).

Aspect économique

L'ouverture de la Russie a donc eu pour résultat et vraisemblablement pour objectifs l'instauration d'une économie de marché et ses corollaires social et politique, une division sociale bien établie (11), et un régime parlementaire multipartis. Cela s'est traduit comme dans toutes les démocraties modernes par l'instauration d'une différenciation illimitée des revenus et la transmission de la propriété des moyens de production étatique à des personnes privées, dans des conditions qui apparentent cette privatisation à une spoliation des biens de l'Etat au profit de personnes ou de groupes d'intérêts privés. Dans le même temps, une grande partie de la population est tombée dans la misère et une grande partie des moyens de production est passée aux mains des anciens cadres des organisations du Parti et de leurs proches. Il est intéressant de noter que depuis que la démocratie socialiste s'est muée en démocratie capitaliste, le mot *capitalisme* a disparu du langage politique en Russie et par conséquent en Europe et aux Etats-Unis. Il a été remplacé dans chacun des deux ex-camps rivaux par le concept d'*économie de marché*, plus technique et moins connoté politiquement, qui traduit le consensus des pays industrialisés à propos de la nouvelle compétition engagée, à savoir la *mondialisation des marchés*.

Le caractère extrêmement fluctuant et mobile du capital et des autres moyens de production, dans un contexte dominé par la révolution technologique des moyens d'information et de communication, a bouleversé les données politiques traditionnelles et conduit, selon nous, la Russie, à définir et mettre en oeuvre une nouvelle politique, ce qui explique que celle-ci se soit déroulée sans à-coups et sans coup férir à partir de 1985 et surtout de 1989.

L'ouverture, pour la Russie, c'est d'abord le renoncement à *la mondialisation du communisme, régime idéocratique* selon la nomenclature de Jean Baechler (12), et l'adoption d'un *régime démocratique* adapté aux exigences des besoins de la compétition industrielle à l'ère de la mondialisation des moyens de production et du système financier international. La Russie a fait le choix de ne pas être isolée dans cette course à l'accumulation géante du capital. Elle a, pour ce faire, sacrifié l'idéologie et l'organisation économique socialiste, donnant des raisons à ses adversaires d'hier, notamment les Etats-Unis, de clamer la supériorité de leur système économique, politique, éthique et donc son universalité.

En un peu plus d'une décennie, la Russie a mis en place une infrastructure permettant à ses ressources de pénétrer le marché mondial dans des conditions proches de celles qui sont celles des autres *polities* industrielles. Concernant l'aspect politique, la démocratie mise en place depuis 1991, apparaît à beaucoup comme **une illusion de démocratie** (13), ou si l'on en réfère à la nomenclature établie par Jean Baechler, comme une démocratie oligarchique, si ce n'est que dans la Russie d'aujourd'hui le droit de vote appartient potentiellement à tous les citoyens, mais cet aspect semble plus formel que réel si l'on a en vue l'exercice du pouvoir, ou plus exactement l'accaparement du pouvoir par une classe politique dont les intérêts ne sont pas ceux des électeurs qui par conséquent se mobilisent peu lors des échéances électorales et des votations diverses (14).

Aspect de politique linguistique

Chaque pays, ou comme l'exprime plus exactement Baechler, chaque *politie*, base et lie son développement économique à sa sphère d'influence culturelle comme moyen de pérenniser son pouvoir. Cela confère à la sphère linguistique une primauté dont les acteurs n'ont pas toujours une conscience claire, tant en France qu'en Russie.

Il convient donc d'examiner si l'ouverture politique et économique de la Russie a eu un effet sur l'enseignement des langues étrangères dans le système russe de formation depuis douze ans.

Le régime soviétique fondait la pérennisation de l'idéologie du Parti sur l'éducation, ce qui explique le rôle-clé joué par les pédagogues dans la diffusion de l'idéologie socialiste et de ses principes. La place et le rôle de l'enseignement-apprentissage des langues étrangères ont donc profondément changé de nature et d'objectifs depuis la fin de l'URSS. De moyen de propagande au service de la diffusion de l'idéologie socialiste dans les pays frères et de la coopération internationaliste, l'enseignement des langues étrangères est devenu une clé pour comprendre et communiquer avec des personnes vivant dans d'autres pays.

L'enseignement des langues étrangères a connu à partir des années soixante en URSS un premier développement lié à l'expansion soviétique. Pourtant ce développement a surtout concerné trois langues l'anglais, l'allemand et le français, un peu l'espagnol et, à très petite dose, de nombreuses autres langues selon les besoins de la propagande et des échanges nécessaires à l'Etat soviétique. Ce choix était dicté par les intérêts politiques du pays et la géopolitique mondiale.

La guerre froide a placé l'anglais au premier plan des langues étrangères enseignées en URSS, comme ce fut le cas pour l'allemand entre les deux guerres mondiales. Depuis la fin de l'URSS, l'influence de l'anglais n'a fait que croître. Ce phénomène qui s'observe partout dans le monde ne fait que traduire la reconnaissance de la dominance américaine (et non pas sa suprématie). Cependant la qualité de l'enseignement donné et les résultats réels constatés auprès des apprenants montrent, en Russie comme ailleurs, que **l'efficacité réelle de l'enseignement des langues étrangères est faible alors même que le nombre d'apprenants et d'enseignants est important, et ce, y compris et d'abord, pour l'anglais.** Nous tenterons de donner un début d'explication à cette situation paradoxale en présentant une analyse rapide de la situation de l'enseignement-apprentissage du français depuis l'ouverture politique de la Russie.

L'enseignement du français en Russie

L'enseignement de la langue française en Russie a subi une baisse très importante d'apprenants par rapport à la période soviétique. Le constat de cette baisse a pu être dressé dès 1992 en recourant aux statistiques du Ministère russe de l'Education. Cette année là, 8, 83 % des élèves et 8 % des étudiants apprenaient le français en Russie. Nous ne disposons pas de statistiques officielles récentes sur l'enseignement des langues étrangères en Russie mais les constatations faites dans différentes régions laissent à penser que cette baisse s'est poursuivie, et l'Ambassade de France, avance le chiffre de 5,6 % en 2003 (15). La chute est donc sévère par rapport à la période des années quatre-vingts lorsque les statistiques indiquaient 25 % d'apprenants pour le français. Même si l'on considère que les statistiques reflétaient le plan à remplir et non la réalité, il semble clair que le nombre d'apprenants et d'enseignants formés a considérablement baissé en vingt ans et notamment depuis dix ans.

Mon expérience en Sibérie occidentale et en particulier à Tomsk me permet de dire que la baisse s'est en effet poursuivie entre 1994 et 2003. Cela étant dit, le nombre de personnes souhaitant apprendre le français n'a pas diminué et demeure toujours assez important. **Le problème est donc d'abord dans la capacité d'offre de français dans les écoles et établissements supérieurs russes, dans le choix des familles qui font très majoritairement pour leur enfant le choix de l'apprentissage d'une seule langue étrangère, l'anglais,** considéré comme nécessaire et suffisant. Par ailleurs, le fait que l'enseignement/apprentissage du français ne fasse quasiment pas l'objet de recherches et que la didactologie des langues-cultures étrangères en général soit un domaine où la science est complètement en déroute depuis la fin de l'URSS, ne facilitent pas la prise

de conscience d'une situation extrêmement préoccupante. Enfin **la paupérisation du métier d'enseignant durant les dix dernières années est également un facteur de poids pour expliquer le manque de cadres compétents et l'absence d'une recherche didactologique.** Il existe encore des îlots de recherche mais ce ne sont plus que des îlots. La situation est donc de notre point de vue grave et dangereuse pour l'avenir de l'enseignement des langues-cultures étrangères en Russie et pour la recherche aujourd'hui sinistrée dans ce domaine.

Cette situation est d'autant plus surprenante que l'ouverture du pays exige, pour mener à bien les échanges, un nombre croissant de personnes maîtrisant des idiomes étrangers. On a vu que l'anglais est devenu une sorte de discipline sinon obligatoire du moins généralisée. Ainsi **l'enseignement de l'anglais est en Russie comme ailleurs dans le monde, la France en tête, un obstacle à l'apprentissage des autres langues étrangères et au développement de la didactologie des langues-cultures étrangères,** nouvelle discipline scientifique, qui pour le français langue étrangère a connu en France un grand développement depuis trente ans.

L'éducation : de l'idéologie au marché

L'éducation soviétique était totalement soumise à l'idéologie, y compris à l'époque de la Perestroïka. **L'éducation en Russie est aujourd'hui soumise au marché.** Elle constitue même un marché à part entière, où le public en grande partie captif, car tenu par la nécessité d'obtenir un diplôme pour accéder au marché du travail, doit payer de plus en plus souvent et de plus en plus cher l'enseignement qu'il reçoit. Quant aux établissements scolaires et supérieurs, ils sont tenus d'autofinancer une bonne part de leurs dépenses et de produire la plus grande part de leurs recettes. Il faut savoir que le coût moyen d'une inscription universitaire en Russie est beaucoup plus élevé qu'en France. Un étudiant de Tomsk, Omsk ou Novossibirsk paye en moyenne trois fois plus cher son inscription à l'Université qu'un étudiant de Paris, Lyon ou Rouen. Quant aux coûts du logement, de la nourriture, des livres, du transport, pour ne prendre que les plus importants, ils ont considérablement augmenté en Russie et l'octroi d'une bourse ne peut compenser au mieux, et dans le meilleur des cas, que le cinquième des dépenses indispensables à un étudiant en Sibérie occidentale. En France, une bourse d'étude attribuée à un étudiant français dont les revenus familiaux sont voisins du revenu minimum, couvre en moyenne la moitié des dépenses nécessaires.

L'ouverture de la Russie au marché et à la mondialisation de l'économie a eu pour conséquence de limiter le droit à l'éducation, notamment lorsqu'il s'agit des études supérieures devenues un produit de luxe pour la majorité de la population, qui, officiellement, vit dans la pauvreté ou l'extrême pauvreté.

Les établissements secondaires ne sont pas épargnés par la différenciation sociale et matérielle. Et s'il existait déjà des établissements réservés aux enfants de l'élite du Parti, du moins l'effort massif consenti en matière d'éducation et de santé par l'Etat soviétique n'est-il pas contestable. Ce n'est plus le cas aujourd'hui, puisque l'Etat russe ne prend en charge qu'une faible partie des coûts d'éducation et de santé.

Quant aux enseignants, ils échappent dans leur grande majorité aux avantages du marché pour n'en connaître que les inconvénients, dans la mesure où leur talent et leur travail ne sont pas payés proportionnellement à la plus value qu'ils donnent à leur(s) établissement(s) mais selon des standards toujours définis par l'Etat, et derrière lesquels se réfugient tous les fonctionnaires et toutes les hiérarchies impliquées dans la gestion du système de rémunération des enseignants. Seules quelques *vedettes* de l'éducation ou de la science peuvent espérer des rémunérations un tant soit peu décentes en conséquence de leur apport en prestige et en notoriété à l'établissement dans lequel ils sont employés.

La faible rémunération du corps professoral a eu plusieurs conséquences majeures :

- à l'instar des pays pauvres ou de l'Espagne franquiste (*el pluriempleo*), les enseignants de tous niveaux sont souvent contraints de travailler dans plusieurs établissements avec une charge de travail fréquemment située entre trente et quarante heures de cours par semaine, situation qu'on ne rencontre pas en France, même chez les instituteurs.

- la chasse aux *grants* contraint les enseignants à répondre à des offres de projets et autres concours pour financer leur activité ou leur départ à l'étranger. La France, où l'Etat est très présent en matière d'éducation, n'est pas familière de ce type de procédure au contraire des Etats-Unis, ce qui n'a fait que renforcer l'apprentissage d'un anglais rudimentaire dans la communauté scientifique russophone. Les programmes de l'Union Européenne offrent également des possibilités importantes de financement, qui eux aussi passent par l'utilisation de l'anglais.

- enfin cette faible rémunération entraîne le départ de nombreux enseignants vers des emplois du secteur commercial ou des services mieux rémunérés.

La corruption propre au milieu de l'enseignement, dont les médias se font l'écho, n'est pas à proprement parler une conséquence de la faible rémunération des enseignants (16). Elle constitue un des secteurs de *l'économie grise*, qui procure à ceux qui peuvent s'y adonner, une source d'enrichissement importante. Bien qu'existant à l'époque soviétique, cette pratique a pris des proportions sans précédent dans le cadre de l'ouverture de l'Education au marché.

Ces éléments confirment la précarité des conditions d'enseignement et de recherche dans la Russie actuelle et ceci est une conséquence directe de l'ouverture de la Russie à l'économie de marché et du désengagement de l'Etat et des entreprises dans les dépenses sociales, notamment en matière d'éducation, de santé et de recherche.

Le métier d'enseignant ou de chercheur de haut niveau est devenu aujourd'hui une fonction héroïque pour une personne normale ou talentueuse dépourvue de sens mercantile. C'est le cas de beaucoup d'enseignants et d'universitaires dont la carrière a commencé sous le régime précédent. Ils forment une part non négligeable de l'intelligentsia et de la gent intellectuelle actuelle, dont l'une des caractéristiques est d'être marginalisée ou en tout cas en lisière du courant de prospérité matérielle dont profitent les nouvelles élites russes actuelles, ce qui n'était pas le cas sous le régime soviétique.

Le marché linguistique

Une autre évolution importante due à l'ouverture de l'éducation au marché concerne la multiplication des produits diplômants offerts aux étudiants et la diversification des établissements secondaires et des profils de formation qu'ils proposent. Derrière les étiquettes ou les appellations, il n'y a souvent qu'un effet de réclame.

C'est notamment le cas dans l'enseignement des langues étrangères qui a connu un véritable *boom*, avec une domination écrasante pour l'enseignement de l'anglais. Tous les établissements ont eu tendance à multiplier l'offre d'anglais et à diminuer celle des autres langues étrangères. De nombreux établissements privés se sont créés dans ce seul but et le répétitorat a fleuri partout. Toutefois les rémunérations proposées aux enseignants ne correspondent pas aux objectifs visés et le bénéfice est essentiellement d'ordre commercial et non pédagogique.

Pour le français, le phénomène est inverse. Si la demande existe, l'offre est de plus en plus faible et nombre de personnes ayant appris le français sont obligées d'arrêter à un niveau ou à un autre, faute de trouver dans les structures de formation où elles

sont inscrites, un enseignement de langue française. Quant aux institutions ou officines privées, elles ne proposent que rarement du français et très peu en font leur produit principal ou exclusif.

Le paradoxe est donc de voir une demande constante, voire en hausse récemment selon nos constatations, délaissée par une offre qui considère le français comme un produit peu rentable et plus difficile à mettre en oeuvre sur le plan de l'attractivité.

Il nous paraît nécessaire de citer encore parmi les changements importants qui ont marqué le monde de l'enseignement des langues cultures étrangères depuis l'ouverture politique du pays :

- La création dans tout le pays de formations à l'international, sur le modèle du MGIMO, souvent à la base des facultés d'histoire des Universités d'Etat, avec un fort accent mis sur les langues et les civilisations des pays étrangers. Ce type de filières exige des enseignants de langues-cultures étrangères (pour qu'ils puissent assurer un enseignement en français spécialisé en civilisation, littérature, histoire, géographie, politique, relations internationales, économie, culture, droit, psychologie...) une seconde formation de base ainsi que l'accès à un matériel pédagogique et à des publications de fond variés et coûteux. Ce qui n'est presque jamais le cas.

- L'enseignement technique au sens large a subi lui aussi la pression de l'ouverture à l'international et les enseignements de langues étrangères se multiplient dans toutes les filières de ce secteur de la géodésie au management en passant par la médecine. Cela implique pour les enseignants de langue dans les établissements techniques, une formation solide en terminologie, en traduction ou en interprétariat. Or de tels enseignants ne sont formés nulle part en dehors des capitales, à quelques exceptions très notables tel le Centre de Terminologie de l'Université d'Etat d'Omsk. **Mais la logique du marché oblige les universités du pays à proposer des formations de plus en plus diversifiées car l'enseignement est payant et la présence d'une langue étrangère, ou d'un enseignement linguistique, est un bon argument de vente et d'image pour les établissements.**

Les nouveaux enseignements de langue sont donc confiés soit à des enseignants formés à l'époque soviétique, soit à de jeunes diplômés des universités ayant reçu une formation linguistique justement dans ces nouvelles filières pompeusement baptisées *enseignant-interprète, communication interculturelle, relations internationales*, etc.. et pour qui l'enseignement supérieur représente une issue vers l'emploi et un statut social, d'autant que les vacances de postes sont nombreuses parce que la demande de professeurs, comme en anglais, est supérieure à l'offre.

Aspect didactique

Cette situation est d'autant plus alarmante que **les facultés de langue étrangères démeurent plus des cours de formation à la langue pour futurs professeurs des écoles et des lycées que des centres de recherche préparant à l'enseignement et à la recherche didactique.** La charge d'enseignement constitue l'essentiel de l'activité des enseignants et l'obligation de recherche n'est soutenue la plupart du temps par aucune formation scientifique.

Cela nous conduit au coeur du problème actuel, la qualification et la compétence du corps professoral en langues étrangères et en français en particulier. Il est majoritairement constitué de jeunes enseignants, dont une proportion non négligeable est fraîche émoulue de l'Université, encadrés par des collègues dont la formation est essentiellement celle qu'ils ont eux mêmes acquise à l'Université à l'époque soviétique, qui n'ont dans leur écrasante majorité jamais fait de recherches, et dont une infime minorité a soutenu une thèse de troisième cycle dans l'une des quelques écoles doctorales de langue française en

Russie. Il est fréquent que des enseignants du secondaire soient appelés en renfort pour pallier les vacances. Le problème est le même concernant l'anglais ou l'allemand mais à un degré moindre. Le pourcentage de titulaires de thèses de doctorat est infiniment plus faible parmi les professeurs de langues étrangères que dans tout autre discipline, surtout si l'on prend en compte le critère de la discipline enseignée et la discipline dans laquelle la thèse a été soutenue. **Ainsi, au moment où la Russie a le plus besoin de former un public nombreux aux langues-cultures étrangères, elle éprouve un déficit de cadres et produit moins de travaux de recherche dans ce domaine.**

L'enseignement est principalement axé sur la grammaire et la traduction. L'enseignement littéraire, dans les universités pédagogiques, reste trop souvent consacré à la littérature classique ou aux romans modernes diffusés à l'époque soviétique. Les échanges en cours de langue ont lieu essentiellement en langue russe. La compétence communicative n'est, dans l'immense majorité des cas, qu'un aspect théorique abondamment abordé dans la formation mais qui ne donne lieu à aucune application si ce n'est à l'occasion par l'usage d'un manuel importé censé contenir le *nec plus ultra* d'un enseignement moderne à la mode, ou lors de la présentation d'un exposé.

Contrairement aux idées reçues qui se répandent fort bien à défaut de se prouver scientifiquement, **la capacité d'expression et la compréhension culturelle dans la langue cible sont très limitées en Russie comme dans bien d'autres pays, la France compris.** Et ce parce que le but assigné à la formation des étudiants n'est pas l'acquisition de la langue-culture ni sa pratique quotidienne mais un savoir technique sur et pour l'enseignement d'un objet langue : le français. Or la didactique du français langue étrangère porte sur un matériel vivant, les mots, qui ne sont acquis définitivement dans leur sens et leur force que par la pratique et le vécu de la langue. C'est l'emploi de la langue qui constitue l'objet et l'objectif de la didactique des langues-cultures et non son enseignement/apprentissage sur le mode d'un savoir scolaire en rapport avec un savoir savant. La langue est enseignée comme un système de règles à respecter, hors de tout échange. A force de ne pas s'exprimer, la plupart des étudiants, puis plus tard des enseignants, n'osent plus s'exprimer dans la langue étrangère entre eux et encore moins avec des natifs. Ce système d'enseignement engendre un conformisme pédagogique et une insécurité linguistique très marqués, caractérisés par la peur de la faute et l'inhibition.

Ajoutons que :

- si désormais, une relation anodine ou intime avec une personne d'un autre pays est banale, cela n'était pas le cas à l'époque soviétique, où tout rapport avec un étranger pouvait avoir de fâcheuses conséquences.
- si les séjours à l'étranger étaient rares à cette époque alors qu'ils sont théoriquement possibles pour tout un chacun de nos jours, en réalité peu d'enseignants peuvent en bénéficier. La barrière politique est remplacée par une barrière financière.
- rares sont les villes de Russie qui disposent d'une salle de lecture ou d'un centre de ressources sur la France, treize selon notre recensement, Quant aux points de vente proposant du matériel pédagogique français, ils sont rares et peu achalandés et ils ne proposent quasiment pas de produits culturels français.
- une absence généralisée de formation continue solide et suivie en matière de didactique du français, assurée par des personnes aux qualifications et compétences avérées, et ce à tous les niveaux d'enseignement.

Les relations internationales

On peut parfaitement mesurer l'ouverture de la Russie au nombre de ressortissants en provenance de pays industrialisés européens ou nord américains vivant et travaillant en Russie en dehors des capitales et disposant d'une attache professionnelle au sein d'une

représentation ou d'une entreprise étrangère. Leur nombre ne dépasse pas quelques dizaines, surtout si l'on envisage une durée de séjour supérieure à cinq ans dans une région éloignée des capitales. Ce chiffre doit être rapporté au nombre important de ressortissants de la CEI présents sur tout le territoire russe et celui des Chinois de plus en plus nombreux dans les capitales et dans les régions frontalières avec la Chine.

Quant aux relations interuniversitaires et scolaires, elles sont encore fort limitées. Elles concernent Moscou et Saint-Petersbourg, où la France par exemple a installé des structures très légères mais bien fréquentées d'enseignements diplômants et des centres de recherche communs en sciences humaines. Pour les autres villes du pays, les relations universitaires sont réduites et se limitent souvent à des échanges de *spécialistes* : jeunes diplômés ou chercheurs chevronnés. Très rares sont les filières communes et diplômantes sur place permettant de préparer un diplôme français sans avoir à quitter son Oblast. On doit se contenter la plupart du temps du DALF (diplôme similaire au Toefel pour le français), si l'on a pas les ressources financières pour suivre des études en France. Car la France, dans son souci de former une partie des élites russes censées devenir les porteurs du français en Russie demain, et pour augmenter son chiffre d'étudiants étrangers qui constitue un segment du marché de l'éducation, a fixé à six mille, en 2005, le nombre d'étudiants russes qu'elle souhaite accueillir chaque année. Ils sont aujourd'hui deux mille, dont deux cent cinquante bénéficient d'une bourse du Gouvernement français.

Les services de relations internationales des universités, comme ceux de l'ensemble des structures publiques, souffrent actuellement de deux handicaps qui ne leur permettent pas de jouer pleinement leur rôle, ce qui se voit au résultat des liens interuniversitaires réellement établis et productifs, notamment avec les universités ouest-européennes et nord-américaines. Le premier point d'achoppement est que **la recherche et la science restent en Russie des domaines stratégiques plus que des domaines de progrès au service de l'ouverture internationale**. Le choix des titulaires de ces postes tient compte d'abord de cet aspect. On trouve donc comme responsables des relations internationales des personnes ayant occupé des fonctions dans les organisations du Parti ou de l'Etat, qui garantissent leur sensibilisation à l'intérêt national, en particulier sur le plan de la sécurité. Ces postes, qui permettent de voyager à l'étranger et dans le pays, de nouer des relations utiles à différents niveaux et dans différents secteurs, sont recherchés avant tout pour les avantages qu'ils procurent notamment comme tremplins de carrière. Enfin, et ce dernier point est lié voire est la conséquence des deux précédents, seules des initiatives mises en place, soutenue et gérées avec le concours de l'Ambassade de France voient le jour. C'est dire que la coopération universitaire à l'international est d'abord un moyen d'obtenir une assistance matérielle, au même titre que les *grants* ou les programmes européens.

Tout cela dénote qu'il n'y a aucune conscience, de part et d'autre, de la nécessité d'être présent sur place et de multiplier les structures d'accueil, d'échange, d'étude et de travail partout en Russie et en France pour favoriser et garantir l'intercompréhension mutuelle, et de mener la politique réciproque de langue la plus favorisée pour déjouer l'étreinte de l'anglais. Rappelons que le russe n'est enseigné en France dans le système éducatif d'Etat que depuis 1970 à une poignée de lycéens et d'étudiants : si en 1985, vingt six mille élèves soit 0,38 % des élèves du secondaire ont étudié la langue russe, il n'étaient plus que dix huit mille huit cent vingt et un en 1996 et ce chiffre a encore baissé depuis (17). Le nombre d'étudiants n'a, lui, jamais dépassé le millier.

En juin 2003 un rapport du parlement français analyse les raisons de la faible présence économique française en Russie. Il constate que les relations économiques existant concernent surtout des secteurs stratégiques, et très peu le secteur privé commercial, industriel, agricole ou des services. Cette présence est, de plus, confinée principalement aux deux capitales. Le rapport confirme que la méconnaissance réciproque perdure entre les deux pays. Et si l'image de la France est positive en Russie (18), l'image de la Russie en France est mauvaise et cela expliquerait le faible investissement français privé en

Russie. Le rapport préconise notamment :

- de mener en France un travail de sensibilisation et de formation à la réalité des régions russes.
- de mettre en place dans les régions russes des formations françaises dans les universités et de créer des instituts franco-russes sur le modèle de ce qui existe dans les deux capitales, pour permettre aux futurs diplômés et cadres des régions de parfaire leur connaissance en France et d'y travailler à la modification de l'image de la Russie.
- de créer un espace universitaire et de recherche commun entre l'Europe et la Russie.

En guise de conclusion

Ces solutions ne sont toutefois pas simples à mettre en oeuvre comme nous avons essayé de le montrer dans les lignes qui précèdent. Le rapport du parlement français, qui étudie essentiellement les aspects économiques des relations franco-russes, confirme que le problème de fond est politique. L'organisation socio-politique que se donnera la Russie déterminera sa place dans la communauté mondiale. **Le développement décentralisé et direct des relations culturelles, universitaires, éducatives, scientifiques et techniques entre la France et la Russie, entre l'Europe et la Russie, entre la Russie et le reste du monde, demeure le meilleur moyen pour transformer la Russie en une société ouverte.**

Il est indispensable pour cela de se préoccuper en tout premier lieu des conditions de vie de la population dans son ensemble, et de mettre un terme à la paupérisation qui touche des couches sociales dont le rôle est fondamental pour l'avenir du pays, comme les enseignants, les professions de la culture ou de la santé, entre autres. Or ces couches sociales sont aujourd'hui exclues du progrès. **L'ouverture politique semble essentiellement au service d'une offensive économique menée par et dans l'intérêt des groupes économiques russes plus soucieux d'intégrer le marché mondial que de travailler à l'amélioration et à la transformation de la société russe vers une économie de marché saine et prospère.**

A défaut, l'ouverture continuera d'être pour la grande majorité un *cauchemar* dont la seule issue demeure l'émigration vers des pays où les conditions de vie et les droits fondamentaux de la personne comme l'éducation, la culture et la santé, sont mieux garantis. La Russie perd chaque année des millions de citoyens aussitôt remplacés par les ressortissants des pays de la CEI qui fuient eux-mêmes des conditions de vie plus insoutenables encore. Du pire au moins pire, la Russie semble être un enfer pour beaucoup de Russes et une terre promise pour tous les exclus de l'ex-URSS, dont cinq millions de sans-papiers, qui voient dans leur naturalisation en Russie le moyen d'échapper à la misère et qui constituent une main d'oeuvre docile et meilleur marché.

Jean Baechler qui mène une réflexion ancienne sur la démocratie et son histoire, écrivait en 1993 que : « *la sortie du communisme ne signifie pas l'entrée en démocratie. Ce qu'il adviendra, politiquement, économiquement et culturellement, des politiques anciennement communistes en général et de la Russie en particulier reste ouvert et sera décidé au XXIème siècle. Il faut une capacité élevée d'illusions pour s'imaginer que la transition du communisme vers on ne sait quoi encore puisse se faire aisément* » (19). Ainsi, si officiellement la Russie est reconnue comme une économie de marché, elle n'est pas encore pleinement admise comme une démocratie. L'économie n'est pas une fin en soi mais un moyen au service de fins supérieures, allant dans le sens du bien-être du plus grand nombre. Une idéocratie ne peut offrir que le contraire : « les pénuries, l'oppression, l'arbitraire, la corruption, l'illégalité, l'ignorance du droit et des droits, le mensonge érigé en institution, le risque permanent d'aventure extérieure » (20).

C'est pourquoi Baechler n'entrevoit que deux solutions possibles :

- l'instauration d'un véritable régime démocratique, qui n'est pas le partage égal des richesses, du prestige ou du pouvoir mais une équitable répartition de ceux-ci selon des critères qui soient connus, acceptés et défendus par le plus grand nombre.
- l'instauration d'un régime autoritaire à la faveur d'un mécontentement dû à la multiplication des corruptions, l'intensification du sentiment général que les « vrais » problèmes ne sont pas résolus, bref, la conviction diffuse que la démocratie n'est plus le « bon régime ».

Nous avons essayé de brosser un tableau panoramique de ce que nous comprenons de l'ouverture de la Russie. Pour nous, celle-ci est loin d'être achevée et loin d'être satisfaisante. Loin de nous l'idée de défendre la période précédente, dont Jean Baechler, que nous citons abondamment a dressé une typologie à laquelle nous souscrivons.

L'abandon de la culture, la déshérence de l'éducation, et l'absence d'une réforme et d'une priorité sociales rendent nuls les efforts d'ouverture actuels. Car si l'action économique n'a pas pour objectif le bien être du plus grand nombre mais celui d'une minorité de privilégiés alors l'ouverture actuelle n'a pas fait avancer le problème de la Russie.

L'ouverture actuelle, centrée sur l'économie, ignore ou pire nie les langues cultures comme facteur primordial des échanges et du progrès humain, et comme facteur essentiel de l'amélioration de la compréhension entre les peuples et pour la résolution des conflits sans recourir à la violence. Cela se voit dans l'éducation et la recherche à qui le pouvoir politique assigne avant tout des fins économiques, au service du seul marché économique. Il nous semble que c'est une erreur fondamentale que de vouloir faire de l'éducation et de la recherche de simples instruments de production au service du marché (21).

Les cultures représentent une richesse immatérielle et spirituelle qui portent en elles le sens de l'humanité. Les réduire à de simples contingences matérielles ou à des facteurs mineurs de production évoluant au gré du marché, voilà une conception qui n'a rien de sain ni de scientifique.

Le système russe d'enseignement des langues cultures n'est pas en mesure aujourd'hui de faire face aux défis qui attendent la Russie dans le cadre de la mondialisation. Il ne peut que permettre dans le cadre des facultés des langues étrangères, si bien nommées à l'époque soviétique, les Facultés des fiancées, puisqu'elles permettaient, et continuent de le faire encore, de préparer nombre de jeunes filles (mais pas seulement) au mariage avec des étrangers.

Pour que l'apprentissage d'une langue étrangère ne soit pas seulement une bonne filière pour fuir son pays, il faut placer la culture au coeur de la formation du XXI^e siècle. Maîtriser le monde c'est maîtriser quelque ou quelques autre(s) langue(s) culture(s) que la sienne. C'est faire l'apprentissage de son importance en éprouvant sa relativité et sa spécificité, bref sa subjectivité, et s'assurer que si partout l'homme a appris à maîtriser le monde et ses mystères, nulle part il n'a pu le dominer au point de se voir confondu avec lui.

Pour revenir et conclure sur les relations culturelles entre la Russie et la France, il convient de dire qu'en cette année du tricentenaire de Saint-Petersbourg, ville phare et symbole de l'ouverture de la Russie sur l'Europe et par elle sur le monde, qui sut si bien apprendre et parler la langue-culture française et se rapprocher infiniment de nous, les laboratoires de recherche communs créés à Moscou et Saint-Petersbourg depuis l'ouverture de la Russie en 1991, pour étudier et diffuser nos conceptions de l'histoire et de la sociologie, n'ont publié aucun ouvrage sur la présence française en

Russie. La seule étude complète sur la culture française en Russie date de 1911 et fut l'oeuvre d'un professeur de la Sorbonne, Emile Haumant. Depuis, le politique a pris goût à l'économique, parce que le politique veut accéder et contrôler les richesses matérielles que procure l'économique. Les hommes qui exercent le pouvoir dans les politiques développées ont perdu de vue que la culture est à l'origine du progrès et non l'inverse. Maîtriser les langues-cultures c'est pénétrer et maîtriser d'autres mondes sans qu'il soit besoin de recourir à la guerre ni même à la compétition. En cela la culture a toujours présenté un immense avantage pour gagner les coeurs et les esprits.

Notes

(1) Brian Crozier, *Le phénix rouge*, Editions du Rocher, Paris, 1995, 323 p.

(2) I. Arnold, *Synergies Russie №2, Le Pouvoir et les mots*, Editions Gerflint/Vodolei, Tomsk, 2002, p 26 : « Наличие коннотаций и отсутствие единого точного значения говорят о том, что слова эти могут быть названы терминами только условно... Но недаром говорят, что ничто так не мешает видеть, как точка зрения. Семасиологам приходится признать, что некоторые слова, существенные для картины мира, в реальности ничему не соответствуют и полностью утопичны, но обладают большой риторической силой и обманывают людей уже не первое тысячелетие. Это и происходит со словом демократия, имеющим устойчивую, преимущественно положительную, коннотацию»

(3) Georges Bush, in *The National Security Strategy of the United states of America*, site internet du Ministère des Affaires Etrangères des Etats-Unis, septembre 2002, p.1

« The great struggles of the twentieth century between liberty and totalitarianism ended with a decisive victory for the forces of freedom—and a single sustainable model for national success : freedom, democracy, and free enterprise. In the twenty-first century, only nations that share a commitment to protecting basic human rights and guaranteeing political and economic freedom will be able to unleash the potential of their people and assure their future prosperity.

People everywhere want to be able to speak freely; choose who will govern them; worship as they please; educate their children—male and female; own property; and enjoy the benefits of their labor. These values of freedom are right and true for every person, in every society—and the duty of protecting these values against their enemies is the common calling of freedom-loving people across the globe and across the ages».

(4) Déclaration le 31 août 2003 du premier ministre italien Silvio Berlusconi en Sardaigne, lors de la conférence de presse commune donnée à l'issue de la visite officielle de Vladimir Poutine. Cette déclaration montre que l'idée gaullienne d'une Europe de l'Atlantique à l'Oural reste actuelle en Russie et en Europe aux yeux de certains responsables politiques même si ce n'est plus le cas en France. cf. Joseph Sedrati, « De la démocratie en Amérique et de l'Europe de l'Atlantique à l'Oural », *Synergies Russie n°2*, Editions Gerflint/Vodolei, 2002, p 38 à 51.

(5) Journal d'informations de 20 h 00, Canal ORT, 19 septembre 2003.

(6) Georges Bush, *Ibidem*, p 31 : « Ultimately, the foundation of American strength is at home. It is in the skills of our people, the dynamism of our economy, and the resilience of our institutions. A diverse, modern society has inherent, ambitious, entrepreneurial energy. Our strength comes from what we do with that energy. That is where our national security begins».

(7) Jean Baechler, *La grande parenthèse (1914-1991)*, Essai sur un accident de l'histoire, Calmann-Lévy, Paris, 1993, 218 p.

(8) I. Arnold, *Idem*, p 26-27, « В сущности тот тип государственного устройства, который теперь так называют, было бы точнее назвать «плутократией» – «властью денег», от греч. *plutos* – «богатство». Но этот откровенный термин неупотребителен. Отчасти от того, что власть имущие не любят называть вещи своими именами, а отчасти, может быть, в силу ассоциации со словом «плут», т.е. мошенник. Слову «плутократия» предпочитают его эвфемизм «олигархия» (от греч. *oligos* – «немногие»), а в последнее время очень модным стало слово «элита».

(9) I. Arnold : « Этимологическое значение слова «демократия» – народовластие (от греч. *demos* – «народ» и *kratos* – «власть»). Но в настоящее время реальному референту это значение не соответствует... Наши СМИ с подачи американцев нередко создают у нас комплекс неполноценности, внушая нам, что у нас, по сравнению с ними, не хватает демократии и цивилизации. В советские времена нас учили, что бывает буржуазная демократия (безусловно плохая) и рабочая социалистическая демократия (безусловно хорошая). Но так получается противоречие в самом термине, и тогда вспоминается Орвелл, который очень точно это выразил в книге «Скотный двор». Там захватившие власть свиньи провозгласили лозунг: «*All animals are equal but some animals are more equal than others*».

Я осмелюсь утверждать, что таких стран, где власть принадлежит всему народу, не существует и

существовать не может. Подстановка понятия выборность дела не меняет, а только маскирует истинное положение вещей».

Jean Baechler, Idem, p 205, « La contrainte principale qui pèse sur une démocratie et l'éloigne de son idéal, est la stratification sociale. Rappelons que dans une démocratie pure et parfaite, où les dispositifs et les procédures politiques maximiseraient, par leur fonctionnement sans frottement aucun, la justice et, grâce à elle, la paix, l'égalité entre les citoyens ne serait pas la règle ».

(10) Programmes télévisé Vremena du 18 mai 2003 Chaîne télévisée Rossia, 17 heures et programme d'information du 20 mai 2003 sur la chaîne télévisée ORT, 22h30. Proportions confirmées par le programme du 12 septembre 2003, *Bogatch et Bednak*, émission Osnovnoi Instinkt, au cours duquel les proportions suivantes furent données : riches 10% pauvres entre 40 et 70%, classes moyennes entre 20 et 50%.

(11) Jean Baechler, Ibid, p

(12) Cela fut confirmé notamment par les participants au programme de télévision *Bogatch et Bednak*, cité dans la note précédente, pour qui le passage à un groupe social favorisé ou très favorisé est devenu très difficile, et sans commune mesure avec les possibilités de mutation sociale au moment de la Pérestroïka ou au début des années de la présidence Eltsine.

(13) C'est entre autre l'opinion exprimée par le cinéaste Andreï Konchalovski, lors du programme télévisé Vremena du 14 septembre 2003, sur la chaîne télévisée ORT à 17h00, consacré aux élections législatives à la Douma fédérale qui doivent se tenir en décembre 2003.

(14) I. Arnold, Ibidem, « Более осведомленная в политике часть населения на выборы вообще не ходит – не желает быть пешками в чужой игре. Такое положение вещей вряд ли можно назвать властью народа ».

(15) La politique linguistique de l'ambassade de France en Russie, site internet de l'Ambassade de France, 02 octobre 2002.

(16) Selon les déclarations du Ministre de l'Intérieur, Boris Grizlov, vingt mille cas ont été relevés en 2002 dont trois mille sept cent ont donné lieu à sanction disciplinaire et poursuite pénales.

(17) Ministère de l'Éducation Nationale, L'évolution des langues vivantes dans le second degré depuis trente ans, *Note d'information octobre 1996*, Direction de l'Évaluation et de la Prospective, Paris, p 5.

(18) Enquête intitulée «Une image radar de 15 pays» publiée en mars 2003 par l'European Business Club présentant les résultats d'une étude conduite par l'Institut GfK RUS

(19) Jean Baechler, Ibid, p 193

(20) Jean Baechler, Ibid, p 185

(21) Déclaration du Président Poutine le 1^{er} septembre à l'Université de Kazan.

(XX) (3) C. Marand, Idem, p 200-201

(XX) L'implantation des entreprises françaises en Russie, rapport № 995, Commission des finances, de l'économie générale et du plan, juin 2003, Hervé Mariton.